

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES



RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES INTÉGRÉS DE CANTINES SCOLAIRES AU BURUNDI

CONTEXTE

Sujet de l'évaluation

Les programmes intégrés de cantines scolaires au Burundi sont financés par l'Ambassade des Pays Bas (Provinces Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke) et de l'Union européenne (Province Gitega). Les denrées alimentaires utilisées sont principalement achetées localement auprès des petits producteurs agricoles regroupés en coopératives et des commerçants locaux. Les programmes incluent également des activités de prévention et de traitement de la malnutrition pour les communautés rurales.

Résultats attendus

- Amélioration de l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons
- Accroissement des revenus des coopératives et petits producteurs
- Amélioration du statut nutritionnel dans les communautés rurales et les écoles

Objectifs de l'évaluation

L'évaluation sommative des programmes intégrés de cantines scolaires, couvrant la période 2016-2018, a pour objectif de mesurer le progrès des interventions à la fin de la mise en œuvre (redevabilité), ainsi que de déterminer les faiblesses, les forces et les leçons du projet (apprentissage).

Méthodologie

L'évaluation mesure les critères de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.

Afin de répondre aux questions d'évaluation, l'évaluation a eu recours à plusieurs méthodes de collecte de données, telles que des entretiens semi-dirigés et l'observation de terrain. Ces méthodes complémentaires ont permis une triangulation optimale des données.

RÉSULTATS CLÉS

Pertinence

Le ciblage des bénéficiaires a été adéquat. Les activités nutritionnelles mises en œuvre étaient les plus appropriées pour couvrir les besoins de la population cible sur le court terme. Les écoles abritant des cantines scolaires endogènes ont rempli leur fonction d'assister un nombre d'élèves toujours plus élevé suite à l'introduction du programme national d'alimentation scolaire. Le volet d'appui aux coopératives et petits producteurs agricoles ont répondu aux besoins en matière de sécurité alimentaire dans les provinces ciblées.

Efficacité

Les analyses qualitatives ont confirmé des améliorations significatives de revenus pour les membres des coopératives qui se sont traduit par l'acquisition de biens et d'actifs.

Concernant les cantines scolaires, le rythme de croissance des effectifs des écoles appuyées a été plus élevé comparé à l'ensemble des écoles.

Les programmes de transferts monétaires conditionnels ont renforcé à court et moyen terme certains actifs propices à assurer la sécurité alimentaire des populations. Quant au modèle des foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle, il a constitué une bonne plateforme de sensibilisation aux pratiques nutritionnelles.

Enfin, les femmes ont bien tiré profit du renforcement des capacités dont elles ont bénéficié, particulièrement en matière de règles administratives, financières et contractuelles.

Efficienne

L'intégration d'activités complémentaires aux deux projets a été propice aux résultats de ces derniers. Les initiatives engagées se sont renforcées mutuellement en soutenant à la fois l'amélioration du programme national de cantines scolaires endogènes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des élèves et des producteurs agricoles.

Impact

L'absence d'outils permettant de mener à bien des analyses économiques a limité la mesure des effets attendus. L'évaluation a cependant identifié la faible prise en compte du facteur genre dans l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes comme un élément susceptible de limiter l'impact futur des interventions.

Durabilité

L'intervention développée en province de Gitega, ayant été mis en place dans une période sécuritaire et socio-économique très sensible au Burundi, a bénéficié de fonds de nature humanitaire. Avec la restructuration du portefeuille d'activité et la décision de s'orienter vers des interventions de type développement, il a été décidé de ne pas donner suite au projet. L'intervention dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke, s'inscrit quant à elle sur le long terme et poursuit une stratégie intégrée, inclusive et multiforme.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

Dans un marché dominé par un petit groupe de coopératives, il apparaît que les coopératives capables de répondre de manière efficace au PAM sont toutes des coopératives habituées à générer des productions importantes, soutenues par un nombre élevé de producteurs individuels.

L'évaluation a démontré que les écoles appuyées par le programme d'alimentation scolaire avaient un rythme de croissance plus élevé, mais que cette corrélation était plus difficile à prouver en ce qui avait trait à la diminution du taux d'abandon.

Les jardins scolaires ont été un outil complémentaire au bon fonctionnement des cantines scolaires et ont permis d'améliorer la diversité et l'apport nutritionnel des repas servis dans les cantines scolaires.

RECOMMANDATIONS

Recommandation 1. Le PAM doit exiger que chaque nouvelle école associée au programme investisse dans des infrastructures minimales de base (latrines, eau, etc.).

Recommandation 2. L'élaboration de tous les projets devrait être précédée d'une analyse genre de base.

Recommandation 3. Le gouvernement burundais et les partenaires du PAM au Burundi doivent chercher à consolider et pérenniser le développement des jardins scolaires et *kitchen gardens*.

Recommandation 4. Le PAM doit continuer à appuyer et développer une politique « intégrée et inclusive » de services complémentaires et innovants en parallèle aux activités d'alimentation scolaire.

Recommandation 5. Le PAM doit développer avec les Ministères, partenaires et coopératives associées des outils de mesure et d'analyse de la performance économique des coopérateurs et petits producteurs.

Recommandation 6. Le PAM doit voir avec les composantes des services de santé locaux/provinciaux burundais comment « nationaliser » et mieux « localiser » les politiques d'appui nutritionnel.

Recommandation 7. Le PAM Burundi devrait mener une réflexion avec le gouvernement sur l'impact et la pertinence à court/moyen terme des projets de transferts monétaires dans le cadre de projets de lutte contre la malnutrition.

Reference:

Le rapport complet, son résumé exécutif et la réponse de la direction sont disponibles sur <https://www.wfp.org/publications/burundi-integrated-school-canteen-programmes-evaluation>
 Pour plus d'information, merci de contacter Jean Mahwane – jean.mahwane@wfp.org (Responsable de l'évaluation) et Roberto Borlini – roberto.borlini@wfp.org (Charge d'évaluation régional)